



Council of the
European Union

Brussels, 22 February 2023
(OR. en, fr)

6772/23

LIMITE

JUSTCIV 29
JAI 205
JAIEX 9
AL 3
CODEC 249

Interinstitutional Files:
2023/0027(CNS)
2023/0028(COD)

NOTE

From:	French delegation
To:	Delegations
Subject:	Proposal for a Decision of the European Parliament and of the Council on an authorisation addressed to France to negotiate a bilateral agreement with Algeria on matters related to judicial cooperation in civil and commercial matters Proposal for a Council Decision on an authorisation addressed to France to negotiate a bilateral agreement with Algeria on matters related to judicial cooperation concerning family law matters - note from French delegation

Delegations will find attached short note from French delegation presenting the content of the bilateral conventions with Algeria and the stakes of the renegotiation in French, followed by a courtesy translation.

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

- Objet :** Incidences du futur cadre juridique de coopération entre la France et l'Algérie au regard des grands axes de coopération actuels entre les deux États – Note des autorités françaises
- Réf. :** Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à l'autorisation octroyée à la France de négocier un accord bilatéral avec l'Algérie sur des questions liées à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale (COM(2023) 65 final) ; Proposition de décision du Conseil relative à l'autorisation octroyée à la France de négocier un accord bilatéral avec l'Algérie sur des questions liées à la coopération judiciaire en matière de droit de la famille (COM(2023) 64 final)

Le projet de négociation d'une future convention franco-algérienne vise à réunir en un seul instrument les dispositions relatives à la coopération et à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale, qui figurent aujourd'hui dans trois des instruments bilatéraux liant d'ores et déjà la France et l'Algérie :

- le protocole judiciaire du 28 août 1962 ;
- la convention relative à l'exequatur et à l'extradition du 27 août 1964 ;
- l'échange de lettres du 18 septembre 1980.

Ces instruments ne permettent plus de répondre efficacement aux besoins de la coopération franco-algérienne du fait de l'obsolescence de leurs mécanismes ou de leur caractère limité. Le projet actuel de convention vise à simplifier et à moderniser certaines de leurs dispositions et les regrouper dans un texte unique.

Interrogée à plusieurs reprises, l'Algérie a jusqu'à présent toujours indiqué qu'elle ne souhaitait pas adhérer aux conventions internationales multilatérales (conventions de La Haye) dans les matières couvertes par les conventions bilatérales actuellement en vigueur.

Les autorités algériennes ont saisi les autorités françaises en 2016 d'une demande de négociation d'une nouvelle convention d'entraide en matière civile et commerciale. Les autorités françaises ont répondu favorablement à cette demande, tout en rappelant les contraintes liées à l'appartenance à l'Union européenne, et en saisissant la Commission européenne le 8 décembre 2016. Après de nombreux échanges avec cette dernière, les autorités françaises ont présenté une demande d'habilitation par note du 9 avril 2021, laquelle a abouti à la présentation le 8 février 2023 de deux propositions de décisions de la Commission.

Les modifications suivantes sont ainsi envisagées, outre l'instauration d'autorités centrales.

I. En matière de notifications

En application du protocole judiciaire du 28 août 1962, les demandes de notification d'actes judiciaires et extrajudiciaires s'effectuent actuellement entre l'autorité compétente de l'État requérant et le parquet territorialement compétent de l'État requis.

Aux fins d'accélérer les procédures de notification, il est envisagé une transmission directe des demandes entre les autorités compétentes de chaque État.

Il est également suggéré la possibilité d'une transmission par la voie postale, ainsi que par tout autre mode prévu par la loi de l'État requis. Cela permet ainsi d'envisager une transmission dématérialisée des demandes. Compte tenu du nombre de notifications entre la France et l'Algérie, cette simplification représente une avancée importante. En toute hypothèse, les demandes de notification pourraient être adressées par le biais d'un formulaire bilingue afin de standardiser les demandes et d'éviter les écueils liés à la barrière de la langue.

Il pourrait être prévu de dispenser l'acte à notifier d'une traduction, lorsque le destinataire comprend la langue de l'État d'origine, et d'insérer un délai afin que celui-ci puisse refuser l'acte, à l'instar de ce qui est prévu par les instruments européens.

II. En matière d'obtention de preuves

Le protocole judiciaire du 28 août 1962 prévoit que la transmission des demandes d'obtention de preuves s'effectue aujourd'hui entre les parquets français et algériens.

Afin de faciliter les procédures transfrontières et de diminuer les délais de procédure, il est envisagé, sauf exception développée ci-dessous, une communication directe des demandes entre les autorités judiciaires compétentes. Un intermédiaire sera alors supprimé et le processus accéléré.

Comme en matière de notifications, il serait possible de procéder à une transmission par la voie postale ou par tout autre mode prévu par la loi de l'État requis. Cela permettrait une transmission dématérialisée des demandes. Dans tous les cas, les demandes d'obtention de preuves devront être adressées par le biais d'un formulaire bilingue.

Par ailleurs, pour intégrer l'usage des nouvelles technologies et favoriser la dématérialisation des procédures d'entraide, la juridiction requérante pourrait procéder à l'audition directe des témoins ou experts par visioconférence. Dans ces hypothèses, la demande d'obtention de preuves transiterait par l'intermédiaire des autorités centrales de chaque État qui pourrait accepter la demande.

Enfin, les dispositions relatives à l'obtention de pièces contenues dans l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980 sont refondues et précisées.

III. En matière de reconnaissance et d'exécution

Aux termes de la convention relative à l'exequatur et à l'extradition du 27 août 1964, les décisions et les actes authentiques sont actuellement reconnus et déclarés exécutoires sous réserve de plusieurs conditions : i) vérification de la compétence indirecte de la juridiction, ii) régularité de l'instance introduite et de la comparution devant la juridiction, iii) caractère définitif de la décision et iv) absence de contrariété à l'ordre public de l'État requis. En outre, la procédure d'exequatur demeure un préalable à toute mesure d'exécution forcée ou de transcription sur un registre.

Il est envisagé, dans le cadre d'une future négociation une reconnaissance de plein droit, laquelle couvrirait les décisions judiciaires et les actes authentiques, mais également les autres titres exécutoires dans l'État d'origine.

En matière d'exécution, la procédure d'exequatur serait cependant maintenue, sauf en matière d'état et de capacité des personnes. Dans cette matière, il est effectivement prévu une transcription sur les registres de l'état civil de l'État requis des actes authentiques et autres titres exécutoires, sans exequatur préalable. Cela permettra la circulation, en Algérie, du divorce par consentement mutuel français. Pourrait également être consacrée la possibilité d'exercer une action aux seules fins de reconnaissance ou de non reconnaissance.

Le principe d'une exception d'ordre public, qui pourrait empêcher la reconnaissance ou l'exécution d'une décision algérienne en France, serait maintenu. Cette exception permettra de continuer à éviter la circulation de décisions non conformes aux engagements internationaux et européens de la France en matière de droits fondamentaux.

IV. En matière d'aide juridictionnelle

D'après le protocole judiciaire du 28 août 1962, les nationaux français ou algériens peuvent bénéficier de l'aide juridictionnelle dans l'un ou l'autre des deux États, peu importe leur lieu de résidence habituelle. L'octroi de cette aide est toutefois subordonné à la production d'un certificat attestant de l'insuffisance de ressources.

Il est envisagé de remplacer ce certificat par tout document utile permettant de justifier l'insuffisance de ressources. Cela facilitera l'établissement de leurs demandes par les justiciables.

Courtesy translation :

The intended negotiation of a future French-Algerian convention aims at gathering, into a single instrument, the provisions related to cooperation and mutual legal assistance in civil and commercial matters which currently appear in three bilateral instruments already binding France and Algeria:

- the judicial protocol of 28 August 1962;
- the convention of 27 August 1964;
- the letter exchange of 18 September 1980.

These instruments no longer efficiently meet the needs of French-Algerian cooperation due to the obsolescence of their mechanisms or their limited scope. The current project of convention aims at simplifying and modernising some of their provisions and at gathering them in a single text.

When asked on several occasions, Algeria has so far always indicated that it did not wish to accede to international multilateral conventions (Hague Conventions) in matters covered by the bilateral conventions currently in force.

In 2016, Algeria submitted a request to France to negotiate a new convention on mutual assistance in civil and commercial matters. France responded favourably to this request, while recalling the constraints linked to its membership of the European Union and referring the matter to the Commission on 8 December 2016. After numerous discussions with the Commission, France submitted a request for authorisation by note of 9 April 2021, which led to the presentation on 8 February 2023 of two proposals for Commission decisions.

In addition to the establishment of central authorities, the following changes are considered.

I. Service of documents

In accordance with the judicial protocol of 28 August 1962, requests for service of judicial and extrajudicial documents are currently made between the competent authority of the requesting State and the territorially competent public prosecutor's office of the requested State.

In order to accelerate service procedures, it is envisaged that requests will be transmitted directly between the competent authorities of each State.

It is also suggested that transmission by postal services, as well as by any other means provided for by the law of the requested State, should be possible, thus making it possible to contemplate dematerialised transmission of requests. Given the number of service requests between France and Algeria, this simplification is an important step forward. In any case, service requests could be sent using a bilingual form in order to standardise requests and avoid the pitfalls associated with language barriers.

It could be provided that the document to be served does not need to be translated if the addressee understands the language of the State of origin, and that a time limit should be set for the addressee to refuse the document, as provided for in European instruments.

II. Taking of evidence

The judicial protocol of 28 August 1962 provides that the transmission of requests for the taking of evidence is currently carried out between the French and Algerian public prosecutor's offices.

In order to facilitate cross-border proceedings and reduce procedural timeframes, it is envisaged that, with the exception of the following, requests will be communicated directly between the competent judicial authorities. An intermediary will thus be removed and the process accelerated.

As with service of documents, transmission by post or by any other means provided for by the law of the requested State should be possible. This will enable the dematerialised transmission of requests. In any case, requests for the taking of evidence will have to be sent using a bilingual form.

Furthermore, in order to incorporate the use of new technologies and to encourage the dematerialisation of mutual assistance procedures, the requesting court could directly hear witnesses or experts by videoconference. In such cases, the request for the taking of evidence will be channelled through the central authorities of each State, which may accept the request.

The provisions on the taking of evidence contained in the French-Algerian letter exchange of 18 September 1980 are recast and clarified.

III. Recognition and enforcement

According to the convention of 27 August 1964, decisions and authentic instruments are currently recognised and declared enforceable provided that several conditions are met: control of the indirect jurisdiction of the court, regularity of the proceedings instituted and of the appearance before the court, finality of the decision and absence of conflict with the public policy of the requested State. Moreover, the exequatur procedure remains a prerequisite for any measure of forced enforcement or transcription into a register.

It is envisaged, in the context of a future negotiation, that recognition would be automatic and would cover judicial decisions and authentic instruments, but also other enforceable titles in the State of origin.

However, the exequatur procedure would be maintained for enforcement, except in matters of personal status and capacity. In this area, provision is made for the transcription of authentic instruments and other enforceable titles into the civil status registers of the requested State, without prior exequatur. This will enable the circulation, in Algeria, of French divorce by mutual consent. The possibility of taking action for the sole purpose of recognition or non-recognition could also be introduced.

The principle of a public policy exception, which could prevent the recognition or enforcement of an Algerian decision in France, would be maintained. This exception will make it possible to continue to avoid the circulation of decisions that do not comply with France's international and European commitments in terms of fundamental rights.

IV. Legal aid

According to the judicial protocol of 28 August 1962, French or Algerian nationals can benefit from legal aid in either State, regardless of their place of habitual residence. However, the granting of this aid is subject to the production of a certificate attesting to insufficient resources.

It is contemplated that this certificate will be replaced by any relevant document that justifies the lack of resources. This will make it easier for litigants to prepare their claims.